



PATRONAT

Le président Tebboune reçoit une délégation du CREA

P 3

POUR COMLOT ET GESTION D'UN GROUPE TERRORISTE

Zitout encourt 20 ans de prison ferme

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro

Jeudi 1^{er} décembre 2022 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°5704 - 19^e année

P 3

CHENGRIHA APPELLE À LA PRÉSERVATION DE LA MÉMOIRE



« Battons-nous contre les pensées toxiques ! »

P 3

100 MILLIARDS DE DINARS POUR RÉALISER 90 PROJETS

Tissemsilt rattrape le train du développement

LIRE EN PAGE 2



Ph : APS

AUTOMOBILE

Fiat produira 60 000 véhicules en 2023

P 4

CITÉ 318 LOGTS COSIDER DE MAHELMA (ALGER)



Ph : Mourad Sid

Les résidents crient aux fausses promesses

P 5

HIPPODROME EMIR ABDELKADER - ZEMMOURI, CET APRÈS-MIDI À 15H30

Madjani, vers un deuxième succès consécutif

P 14

LES COURSES EN DIRECT

MARCHÉ DE L'ÉNERGIE

L'Algérie confirme son leadership

Le ballet diplomatique pour discuter gaz reprend à Alger, avec les visites du ministre de l'Énergie de l'Azerbaïdjan et de l'envoyé spécial du PM britannique. En filigrane, Moscou comprend l'Algérie dans sa démarche consistant à compenser une partie du gaz russe.

P 3



L'EXÉCUTIF OCTROIE À CETTE WILAYA 100 MILLIARDS DA POUR RÉALISER 90 PROJETS

Tissemsilt rattrape le train du développement

Le Gouvernement a mobilisé, lors de sa réunion, tenue hier à Tissemsilt, sous la présidence du Premier ministre, Aïmène Benabderrahmane, une enveloppe financière de 100 milliards de dinars en vue de la mise en œuvre du programme complémentaire de développement de cette wilaya, conformément, aux instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

En effet, durant ladite réunion, l'Exécutif a procédé à « la définition d'un portefeuille de 100 milliards DA pour la réalisation de 90 projets, dans 17 secteurs », fait savoir le Premier ministre. Relevant, au terme de la rencontre, que la wilaya de Tissemsilt souffre d'un retard dans le développement « Tissemsilt n'a pas pris part des projets de développements structurés » déplore-t-il, affirmant que le programme du président de la République l'aidera pour effectuer une relance économique, et sociale. Quant aux 17 secteurs bénéficiant des projets d'investissement, Benabderrahmane a déclaré que les secteurs des Travaux publics et celui des Ressources en eau et les infrastructures de base, ont eu la part du lion sur le budget alloué. Il a affirmé qu'une attention particulière sera accordée à la construction des routes, et que les autorités veilleront sur l'approvisionnement de l'eau et sa disponibilité dans la wilaya. En outre, le Premier ministre a cité quelques formes de sous-développement de la wilaya à l'instar de l'absence d'un siège administratif convenable. Signalant à ce fait qu'il a été ordonné la réalisation d'un bloc administratif reliant la wilaya de Tissemsilt avec ses différentes annexes. « La wilaya de Tissemsilt sera entièrement désenclavée » s'est-il engagé, en affirmant que le Gouvernement travaillera avec les autorités locales sur la mise en place d'une feuille de route, pour un suivi rigoureux des travaux des projets, qui seront livrés dans un délai de 36 mois. Tout en annonçant la mise en place d'une commission ministérielle mixte de l'Intérieur et des Finances pour lever les contraintes sur les projets d'investissement dans les domaines de l'Habitat, du Tourisme et de l'Industrie et attribuer, par-là même le foncier agricole, industriel et forestier.

DES SPÉCIALITÉS UNIVERSITAIRES ADAPTÉES AUX SPÉCIFICITÉS LOCALES

Par ailleurs, et lors de son inauguration du pôle universitaire 4000 places de Tissemsilt, Benabderrahmane, a avoué que le classement universitaire en Algérie n'est pas juste, indiquant que le problème consiste dans la sous-estimation de nos compétences et non dans le mauvais classement. « Nous avons des compétences, il ne faut pas les sous-estimer, dans les compétitions internationales les Algériens sont classés les premiers », affirme le Premier ministre. D'un autre côté, le PM a insisté sur l'impératif de rapprocher l'université de l'étudiant, affirmant que le temps nécessite de passer à la pratique et de s'éloigner de la théorie. Appelant à l'utilisation de la végétation dans l'industrie pharmaceutique. Aussi le Premier ministre a ordonné la création de spécialités universitaires conformes aux caractéristiques de la wilaya afin de créer des postes d'emplois pour les jeunes. Il a également, indiqué que les bibliothèques et les laboratoires ne devraient pas ouvrir pendant les heures administratives, c'est-à-dire de 8h à 16h, mais qu'ils devraient plutôt être ouverts le soir aussi. « Pour que les étudiants ressentent la nouvelle Algérie fondée sur la liberté scientifique, dans le cadre des valeurs de la société » précise-t-il.



Concernant l'achèvement des travaux de la ligne de chemin de fer reliant Tissemsilt à Boughezoul, le Premier ministre a insisté lors de sa visite d'inspection à ce projet sur l'impératif de lancer cette ligne le 31 décembre. Fait savoir que « le pari du Gouvernement est de relier le sud avec le nord par une ligne de chemin de fer ». Indiquant que le système de signalisation devrait être mis en place par les Algériens. Notant que le Premier ministre a rappelé au terme de sa réunion avec les membres du Gouvernement, les orientations données par le président de la République, lors du Conseil des ministres du 28 novembre, portant exécution dudit programme avec célérité, en conférant une priorité au projet de dédoublement de la RN14 reliant la wilaya à Khemis Miliana, dans la wilaya d'Aïn Defla, sur une distance de 84 kilomètres, et le réaménagement de cette route. À ce fait, il convient de savoir que Tebboune a souligné l'impératif de tenir compte lors de la réunion du Gouvernement, de plusieurs éléments, notamment « l'accélération de l'achèvement des travaux de la ligne de chemin de fer reliant Tissemsilt à Boughezoul et le lancement des travaux d'aménagement des routes reliant la wilaya de Tissemsilt aux autres wilayas. Le chef de l'État a également joint au Gouvernement de tenir compte, lors de sa prochaine réunion, de « l'appui au programme de construction rurale dans la wilaya en adéquation avec sa vocation agricole et touristique, tout en affectant, en coordination avec les services des forêts, des assiettes foncières ce qui permettra aux familles de renouer avec les métiers d'artisanat connus dans la région ». Pour rappel, la réunion du Gouvernement à Tissemsilt est la deuxième du genre tenue hors le palais du Gouvernement à Alger, après que Khenchela ait accueilli une réunion similaire, le 12 décembre 2021, consacrée au programme de développement complémentaire de cette wilaya.

LA LIGNE FERROVIAIRE TISSEMSILT- BOUGHEZOUL OPÉRATIONNELLE LE 31 DÉCEMBRE

Concernant l'achèvement des travaux de la ligne de chemin de fer reliant Tissemsilt à Boughezoul, le Premier ministre a insisté lors de sa visite d'inspection à ce projet sur l'impératif de lancer cette ligne le 31 décembre. Fait savoir que « le pari du Gouvernement est de relier le sud avec le nord par une ligne de chemin de fer ». Indiquant que le système de signalisation devrait être mis en place par les Algériens. Notant que le Premier ministre a rappelé au terme de sa réunion avec les membres du Gouvernement, les orientations données par le président de la République, lors du Conseil des ministres du 28 novembre, portant exécution dudit programme avec célérité, en conférant une priorité au projet de dédoublement de la RN14 reliant la wilaya à Khemis Miliana, dans la wilaya d'Aïn Defla, sur une distance de 84 kilomètres, et le réaménagement de cette route. À ce fait, il convient de savoir que Tebboune a souligné l'impératif de tenir compte lors de la réunion du Gouvernement, de plusieurs éléments, notamment « l'accélération de l'achèvement des travaux de la ligne de chemin de fer reliant Tissemsilt à Boughezoul et le lancement des travaux d'aménagement des routes reliant la wilaya de Tissemsilt aux autres wilayas. Le chef de l'État a également joint au Gouvernement de tenir compte, lors de sa prochaine réunion, de « l'appui au programme de construction rurale dans la wilaya en adéquation avec sa vocation agricole et touristique, tout en affectant, en coordination avec les services des forêts, des assiettes foncières ce qui permettra aux familles de renouer avec les métiers d'artisanat connus dans la région ». Pour rappel, la réunion du Gouvernement à Tissemsilt est la deuxième du genre tenue hors le palais du Gouvernement à Alger, après que Khenchela ait accueilli une réunion similaire, le 12 décembre 2021, consacrée au programme de développement complémentaire de cette wilaya.

Sarah Oubraham

ZONE INDUSTRIELLE DE BELLARA

Le projet réceptionné avant la fin du 1^{er} trimestre 2023

La zone industrielle de Bellara sera réceptionnée avant la fin du premier trimestre 2023. Pour ce faire, les autorités de wilaya « s'apprêtent à parachever » les travaux d'aménagement de cette zone d'une superficie, de 523 hectares devant abriter des projets industriels visant à booster l'économie locale, à l'exemple de la Société de sidérurgie « Algerian Qatari Steel ».

C'est ce qu'a fait savoir, le directeur local de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction, Abdellatif Bouderbala, indiquant dans, ses déclarations à l'APS qu'« une enveloppe financière de l'ordre de trois milliards de dinars a été allouée par la wilaya de Jijel, pour la réalisation de projets portant sur l'aménagement et la réalisation des différents réseaux » liés à ce projet industriel de Bellara à la ville d'El Milia, située, à 60 km à l'est de Jijel, pour l'implantation des projets d'investissement. Le responsable a fait savoir, que « les autorités de la wilaya s'apprêtent à parachever les travaux d'aménagement de la zone industrielle, d'une superficie de 523 ha et qui abritera des projets industriels à même de booster l'économie locale, à l'instar de la Société de sidérurgie Algerian Qatari Steel ». Pour sa part, le directeur de l'industrie de la wilaya de Jijel, Mohamed Lamine Bouchemal, a indiqué que « la zone industrielle de Bellara compte 233 assiettes de terrain destinées à l'investissement, dont 110 attribuées, les 123 assiettes restantes sont mises à la disposition des investisseurs ».

Le directeur de l'Industrie a souligné que « la réception de la zone industrielle permettra de promouvoir l'investissement dans la wilaya de Jijel et de relancer l'économie, de créer des richesses et d'offrir de nouveaux emplois, poursuivant que les autorités de la wilaya veillent à l'achèvement des travaux dans les délais impartis. Le taux de réalisation a atteint les 80 pour cent », a-t-il conclu.

L. Zeggane

PLUSIEURS PROJETS SERONT RÉALISÉS À KHENCHELA

Sonatrach pour éclairer les zones d'ombres

Le Groupe pétrolier Sonatrach financera des projets de développement au profit de trois communes de la wilaya de Khenchela, a annoncé, hier, sur place, le conseiller du PDG du groupe pétrolier, Boualem Oudjehani, cité par l'APS. Le même responsable a précisé dans une déclaration à la presse après la signature des conventions avec les présidents des Assemblées populaires communales concernées par des subventions financières, au siège de la wilaya, que le groupe Sonatrach financera, dans le cadre du programme des investissements sociaux, quatre projets de développement dans les zones reculées situées dans les communes d'Ouled Rechache, d'El-Mahmal et de Bouhmama, dans les secteurs de la santé et des ressources en eau.

Il s'agit, a-t-il dit, et selon des propos cités par l'APS du financement de projets visant la réalisation et l'équipement d'une salle de soins dans la zone de Zeriz relevant de la commune de Bouhmama, la réalisation et l'équipement d'un réservoir d'eau d'une capacité de 200 m³, l'extension du réseau d'eau potable dans la zone "Icherthi-

then" dans la localité d'El Mahmal et celui de la zone "Talizat" dans la commune d'Ouled Rechache. Le même responsable a indiqué que l'enveloppe financière réservée à la concrétisation de ces projets de développement dans les zones enclavées relevant des communes d'Ouled Rechache, d'El-Mahmal et de Bouhmama, est estimée à 20 millions DA.

Il a également souligné que les accords conclus aujourd'hui font partie d'important projets d'investissement social avec lesquels le groupe Sonatrach contribuera au développement

des zones enclavées et confortera son rôle dans la concrétisation de ses engagements sociaux en tant qu'entreprise citoyenne.

La même source a rappelé à cette occasion, que le groupe Sonatrach a élaboré une feuille de route pour le financement de 121 projets de développement dans 37 wilayas du pays dans le cadre de la stratégie nationale adoptée, afin de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des habitants des régions éloignées. De leur côté, les présidents des APC ayant bénéficié des aides financières destinées à

la réalisation de projets de développement, ont valorisé l'initiative du groupe Sonatrach, qui contribuera, selon eux, à la promotion du cadre de vie de la population des zones reculées.

Il convient de rappeler que le groupe pétrolier nationale a procédé à la signature de plusieurs conventions ces trois derniers jours, avec des présidents de certaines APC dépendant des wilayas de Biskra, de M'sila et d'Ouled Djellal, portant financement des projets de développement dans différentes collectivités locales.

M. S.

LA COMPENSATION D'UNE PARTIE DU GAZ CONSOMMÉ DANS L'UE NE DÉRANGE POINT LA RUSSIE

L'Algérie renforce sa position sur le marché de l'énergie

La coopération entre l'Algérie et l'Azerbaïdjan est appelée à se développer dans le secteur de l'Énergie et des Mines particulièrement. Hier, le Premier ministre, Aïmène Benabderrahmane, a reçu à Alger, en présence du ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, le ministre azerbaïdjanais de l'Énergie, Parviz Shabazov, en visite de travail en Algérie du 28 au 30 novembre 2022.

Un communiqué des services du Premier ministre a indiqué que « les discussions entre les deux parties tenues au Palais du gouvernement ont permis de réaffirmer la qualité des relations historiques liant les deux pays, et leur volonté de renforcer la coopération bilatérale dans tous les domaines notamment dans le secteur de l'énergie et des mines, dont les deux pays recèlent de grandes potentialités et opportunités de coopération ». A l'occasion de cette visite, un mémorandum d'entente de coopération entre l'Algérie et l'Azerbaïdjan dans le domaine de l'Énergie a été signé à l'issue d'une rencontre entre le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab et son homologue azerbaïdjanais, Parviz Shahbazov.

Les deux ministres ont passé en revue les opportunités d'investissement entre les entreprises des deux pays dans tous les segments de la chaîne de valeur des hydrocarbures, ainsi que les voies et moyens de partager les expériences entre Sonatrach, Sonelgaz et la Compagnie nationale pétrolière et gazière d'Azerbaïdjan (SOCAR). Parviz Shahbazov a été reçu également par le président-directeur général de Sonatrach, Toufik Hakkar, au siège de la direction générale de Sonatrach, dans le cadre de la visite d'une délégation du ministère azerbaïdjanais de l'Énergie en Algérie du 28 au 30 novembre 2022. L'occasion a également permis au ministre de l'Énergie de la République d'Azerbaïdjan et à la délégation qui l'accompagnait de visiter l'Institut algérien du pétrole, ainsi que le département des laboratoires



pour l'activité d'exploration et de production de Sonatrach. On sait que l'Azerbaïdjan est, avec l'Ouzbekistan, un allié gazier de la Russie.

PARTENARIAT ALGÉRO-BRITANNIQUE

Une autre visite n'est également sans doute pas étrangère au problème posé par la crise énergétique en Europe. Il s'agit de celle de Lord Richard Risby, envoyé spécial du Premier ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, chargé de la promotion du partenariat économique avec l'Algérie, qui a été reçu mardi par Aïmène Benabderrahmane. "La rencontre a été l'occasion d'examiner l'état et les perspectives des relations bilatérales et les moyens de renforcer la coopération entre les deux pays, notamment à travers la réactivation des mécanismes de coopération bilatérale et des cadres de l'action commune pour le développement et la diversification du partenariat algéro-britannique", selon un communiqué des services du Premier ministre.

LES LIMITES DE L'UE

Les rigueurs de l'hiver ont montré les limites de la capacité des pays de l'Union européenne à répondre à leurs besoins

énergétiques en se passant du gaz russe. Dans une déclaration à l'agence russe Sputnik, l'ambassadeur russe Valerian Shuvaev a réaffirmé que la Russie comprend la démarche de l'Algérie qui compense une partie du gaz russe consommé dans l'UE. Il souligne l'exigence pour les pays gaziers de veiller à l'indépendance des marchés mondiaux. On sait que l'Algérie fournit l'Italie qui a fait preuve d'une anticipation qui lui assure non seulement ses approvisionnements mais l'opportunité d'être un hub gazier pour l'Europe. L'Algérie continue d'assurer les engagements pris avec Madrid tout en maintenant une position ferme à l'égard de ce pays à cause de ses revirements sur la question du Sahara occidental. C'est l'Allemagne qui se trouve visiblement dans la situation la plus difficile dans cette crise énergétique qui frappe l'Europe. Selon le site d'information Al-Mayadeen, le président de la commission climat et énergie du Parlement allemand, Klaus Ernst, commentant l'accord d'exportation de gaz entre le Qatar et l'Allemagne, a déclaré que cet accord ne couvre que 3% de la consommation allemande de gaz. Dans ce contexte, l'Algérie compte bien exploiter et capitaliser ses atouts dans le secteur énergétique.

M'hamed Rebah

OUTRE LA CONFISCATION DE LEURS BIENS

Tahar Khaoua et Abdelkader Kadi condamnés à 12 ans de prison

La sixième chambre criminelle de la Cour d'Alger a condamné, mardi, l'ancien ministre des Relations avec le Parlement, Tahar Khaoua, poursuivi dans une affaire de corruption, à une peine de 12 ans de prison ferme. La même juridiction a décidé également la confiscation de tous les avoirs et biens immobiliers de l'ancien ministre, accusé d'abus de pouvoir pour l'obtention d'indus avantages, blanchiment d'argent et enrichissement illicite. Dans la même affaire, l'ancien wali de Batna, Mohamed Slamani a été condamné à une peine de deux ans de prison ferme. Il convient de rappeler que le Pôle pénal économique et financier du tribunal de Sidi M'hamed à Alger avait condamné, en août dernier, Tahar Khaoua à dix ans de prison ferme et Mohamed Slamani à une peine de trois ans de prison ferme. Également, le pôle pénal économique et financier près le tribunal de première instance de Sidi M'hamed a prononcé, le verdict dans l'affaire de corruption, mettant en cause l'ancien ministre des Transports, Abdelkader Kadi, son épouse et son fils. L'ancien membre du gouvernement a écopé de douze années de réclusion criminelle, tandis que les deux membres de sa famille ont été condamnés à 3 ans de prison ferme. Le tribunal a ordonné aussi la confiscation des biens mobiliers, immobiliers et les comptes bancaires des trois accusés. Ils sont poursuivis pour plusieurs chefs d'inculpation : Blanchiment d'argent, enrichissement illicite, fausse déclaration sur la propriété, dissimulation de gains provenant de la corruption et violation de la législation et de la réglementation relatives aux échanges et aux mouvements de capitaux vers et depuis l'étranger.

Sarah O.

POUR COMLOT POUR CHANGER LE RÉGIME EN PLACE ET GESTION D'UN GROUPE TERRORISTE

Zitout encourt 20 ans de prison ferme

Le procureur général près Tribunal pénal de première instance de Dar El-Beïda à Alger a requis, hier, une peine de 20 ans de prison ferme, à l'encontre de Mohamed Larbi Zitout, chef de file du mouvement terroriste Rachad qui continue, derrière l'écran, à déverser son venin sur l'Algérie, ce pays qu'il cherche, à travers ses activités subversives, à jeter dans l'embrasement. Le tribunal a également confirmé le mandat d'arrêt international émis à son encontre. Zitout est poursuivi pour "complot pour changer le régime en place" et "gestion d'un groupe terroriste subversif". Dans le cadre de la même affaire, le procureur général a requis une peine de 15 ans de prison ferme contre les accusés Mustapha Kira et Hassan Bourras. Les trois accusés sont poursuivis dans cette affaire pour "outrage à corps constitué, diffusion préméditée d'informations fallacieuses et calomnieuses, et apologie d'actes terroristes".

R. N.

PATRONAT

Le Président Tebboune reçoit une délégation du CREA

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a reçu, hier à Alger, une délégation du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), conduite par son président, Kamel Moula, indique un communiqué de la Présidence de la République. Ont assisté à l'audience, le directeur de Cabinet à la Présidence de la République, Abdelaziz Khellaf et le conseiller auprès du Président de la République, chargé des affaires économiques, M. Yacine Ould Moussa, a conclu le communiqué.

R. N.

CHENGRIHA APPELLE À LA PRÉSERVATION DE LA MÉMOIRE

« Battons-nous contre les pensées toxiques ! »

Le général d'Armée Saïd Chengriha, chef d'état-major de l'ANP a présidé, hier, l'ouverture des travaux d'un colloque intitulé « L'information et la préservation de la mémoire...engagement et responsabilité pour la consolidation de la défense nationale », organisé au Cercle national de l'Armée, selon un communiqué du MDN. A l'entame de ce colloque Chengriha a prononcé une allocution à travers laquelle il a appelé à la préservation de la mémoire nationale par combattre les « pensées toxiques » qui tentent en vain de détacher le peuple algérien de son histoire dans le but funeste de nuire à l'avènement de l'Algérie nouvelle. À ce titre, le général d'armée a indiqué que l'un des plus grands défis auxquels notre pays fait face aujourd'hui, se rapporte aux

tentatives visant à briser l'attachement de notre peuple à sa mémoire et l'amener à rompre avec les principes et les valeurs que ses aînés ont portés et défendus avec tout ce qu'ils avaient de plus cher. Pour barrer la route aux ennemis de l'Algérie nouvelle, chère au projet

du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, Chengriha a souligné que notre pays « est parfaitement conscient » et « œuvre » à combattre cette pensée toxique et à « annihiler » son effet en accordant une importance majeure au dossier de la mémoire en tant que

pilier intrinsèque de l'édification de l'Algérie nouvelle, notamment à travers l'ensemble des décisions qui témoignent de nos valeurs authentiques et de notre attachement à notre identité et notre illustre histoire.

F. G.

OIAC

L'Algérie élue à la vice-présidence de la 27e session

L'Algérie, en la personne de sa représentante permanente auprès de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), Salima Abdelhak, a été élue en tant que vice-présidente de la 27e session de la Conférence des Etats parties à la Convention sur l'interdiction des armes chimiques (CIAC), a indiqué hier un communiqué de l'ambassade d'Algérie à La Haye. "L'Algérie vient d'être élue, en la personne de l'ambassadeure Salima Abdelhak, représentante permanente de l'Algérie auprès de l'OIAC, en qualité de vice-présidente de la 27e session de la Conférence des Etats parties à la Convention sur l'interdiction des armes chimiques, qui se déroule à La Haye du 28 novembre au 2 décembre 2022", lit-on dans le communiqué.

R. N.

AUTOMOBILE

Fiat produira 60 000 véhicules en 2023

Le secteur de l'automobile en Algérie revient sur les rails à la faveur des décisions judicieuses des hautes autorités du pays qui ont su tirer la leçon de la crise qui a miné, par le passé, cette filière industrielle.

Ainsi, le constructeur italien Fiat, qui a ouvert le bal de l'industrie automobile annonce la couleur. L'usine automobile, sera réalisée dans la région de Tefraoui à Oran. Elle commencera à produire avant fin 2023 avec une capacité de 60 000 véhicules/an, avant d'atteindre les 90 000 unités l'année d'après. Pour ce faire, une convention a été signée ce mardi entre le Groupe STELLANTIS et l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) qui constituait une «étape importante» dans la concrétisation du projet de construction des véhicules par le Groupe italien. Selon le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar, «cet accord amorce la fin d'une étape importante dans la concrétisation du projet de construction des véhicules par le groupe italien, après l'accord-cadre signé le 13 octobre dernier, entre le ministère de l'Industrie et le Groupe STELLANTIS». Le ministre a ajouté que «l'accord signé entre l'AAPI et STELLANTIS permet la réalisation de l'infrastructure de l'usine et son équipement, ainsi que la souscription au cahier des charges relatif à l'exercice de l'activité de construction des véhicules publié en vertu du décret exécutif N 22-384», a ajouté le ministre, affirmant la détermination de l'Etat à concrétiser ce projet en vue de «développer la filière de construction de véhicules au



Ph:DR

niveau local à travers de véritables projets de construction». Il a également souligné «l'adhésion de l'usine italienne à la stratégie tracée par l'Etat en la matière». Le Groupe a accepté de relever le défi d'atteindre les taux d'intégration imposés qui nécessitent, ajoute le ministre, «la mobilisation d'un grand nombre d'entreprises industrielles qui se chargeront d'approvisionner la construction automobile en différents entrants et de contribuer ainsi à diversification de l'économie nationale et à l'augmentation du taux de participation de l'industrie au PIB». Dans ce contexte, Zeghdar a réaffirmé l'attachement du secteur de l'Industrie à accompagner les véritables projets industriels créateurs de richesses et à contribuer à la chaîne de valeurs de la filière de construction automobile, appelant les investisseurs industriels à adhérer à la stratégie de développement de cette filière. Zeghdar a indiqué avoir pris connaissance, lors de sa visite dans la wilaya de Sétif, de la capacité des entreprises algériennes à adhérer à la stratégie de construction et à augmenter le taux d'intégration.

STELLANTIS FORMERA LA MAIN D'ŒUVRE QUALIFIÉE

Le ministre a fait part, à cette occasion de la disponibilité du groupe automobile «STELLANTIS» à prendre en charge la formation de la main d'œuvre qualifiée, à la faveur de la conclusion d'un accord de coopération dans ce domaine, conformément aux clauses du cahier des charges inhérentes au transfert technologique. Il a souligné que «l'année 2023 marquera le lancement effectif de l'industrie automobile (voitures, camions, bus) en Algérie», précisant que «plusieurs dossiers ont été déposés au niveau du ministère, ces derniers seront examinés par la commission», a-t-il ajouté. Pour sa part, le directeur général de l'AAPI, Omar Rekkache, a estimé que la signature de l'accord d'investissement avec le groupe Stellantis constitue une nouvelle étape marquant le lancement effectif du projet, affirmant que ce projet qui permettra «d'asseoir les fondements d'une véritable industrie automobile, représente un investissement structuré visant à créer une grande dynamique écono-

mique et à renforcer le tissu industriel du pays». À cette occasion, M. Rekkache a souligné l'importance des engagements apportés par le groupe et qui s'inscrivent en droite ligne avec les nouvelles orientations contenues dans le programme du président de la République, visant à mettre en place une économie productive et diversifiée». De son côté, le directeur exécutif des opérations Afrique et Moyen-Orient du groupe «STELLANTIS», Samir Chorfan, a réitéré l'engagement du groupe à concrétiser ce projet et à adhérer à la stratégie mise en place par le Gouvernement pour la relance du secteur. Il a estimé, dans ce sens, que la signature d'un accord d'investissement avec l'AAPI constituait une étape importante pour la concrétisation du projet de construction automobile de la marque italienne «FIAT» en Algérie. «Le projet du groupe vise à développer la filière de fabrication automobile en Algérie et à atteindre un taux d'intégration locale de 30% dans un délai de 5ans, mais aussi à contribuer à la transition technologique», a-t-il ajouté.

L. Zeggane

ELLE FABRIQUERA DES MOTEURS POUR MACHINES À LAVER

Une usine algéro-brésilienne inaugurée à Sétif

Le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar, a inauguré, hier à Sétif, une première usine réalisée en partenariat entre l'Algérie et le Brésil, spécialisée dans la fabrication des moteurs électriques universels pour machines à laver. Cette usine est le fruit d'un partenariat entre les entreprises, l'algérienne Cevital et la brésilienne WEG. Lors de sa visite à Sétif, Zeghdar a déclaré que cette usine implantée dans la zone des activités commerciales de la commune de Guedjel, au sud de la wilaya, «est le fruit du partenariat algéro-brésilien». Il a souligné ensuite que le produit de cette usine permettra de couvrir les besoins en moteurs électriques destinés aux machines à laver, du marché local et des entreprises publiques et nationales, dans le cadre de la stratégie d'intégration à laquelle le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, attache la plus grande importance. Le ministre a révélé que le moteur produit par cette usine sera exporté dans des pays africains et européens, une fois les besoins

locaux satisfaits. Dans ce contexte, le même responsable a déclaré que le partenaire brésilien a choisi d'investir en Algérie pour plusieurs raisons, notamment l'attractivité dont jouit l'Algérie, sa position privilégiée en Afrique et sa proximité de l'Europe, avant d'ajouter que ce type de moteurs fait l'objet d'une forte demande dans le monde, estimée à 14 millions d'unités. Zeghdar a considéré que les perspectives de l'investissement avec ce partenaire sont prometteuses, ainsi qu'avec d'autres entreprises, elles permettront d'augmenter le taux d'intégration dans toutes les unités spécialisées dans les technologies appliquées aux machines à laver, il a estimé que cet investissement constitue la preuve de l'efficacité de la nouvelle loi sur l'investissement qui accorde tous les avantages dans le cadre de la politique du contrat gagnant-gagnant.

Pour sa part, l'ambassadeur du Brésil en Algérie, Flavio Marega, a souligné à cette occasion, que ce partenariat constitue le premier investissement direct algéro-brési-

lien, un partenariat qui promet la concrétisation de nombreux autres investissements et le transfert des technologies, un volet ayant constitué «l'un des facteurs à l'origine du développement au Brésil», a-t-il affirmé. Notant que le Brésil compte parmi les membres du BRICS, et l'Algérie a formulé la demande d'y adhérer et la réponse est attendue pour janvier prochain à l'occasion du sommet de cette organisation.

Sarah O.

AIR ALGÉRIE

Les billets non utilisés resteront valides jusqu'au 31 mars 2023

La compagnie aérienne nationale Air Algérie a annoncé hier que la validité des billets non utilisés durant la période de la pandémie de Covid19 a été prolongée au 31 mars 2023. La même compagnie a expliqué que le traitement des demandes se fera dans les plus brefs délais après inscription sur le lien: <https://tkcovid.airalgerie.dz/>

Ania Nch

ELLE AURA LIEU DU 5 AU 7

DÉCEMBRE

La start-up au cœur d'une conférence africaine à Alger

L'Algérie s'apprête à accueillir une conférence africaine des Start-up qui devrait se tenir du 5 au 7 décembre au Centre International des Conférences CIC, à Alger, sous le parrainage du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Organisé par le ministère de l'Économie de la Connaissance, des Start-up et la Microentreprise, la rencontre verra la participation de ministres africains, des représentants d'institutions internationales et africaines en lien avec les projets de développement des start-up et des innovations ainsi que des experts de l'écosystème africain. L'objectif assigné à cette conférence, première du genre en Afrique, est de conjuguer les efforts des gouvernements africains afin de consolider le rôle des start-up dans le Continent, et de renforcer leur contribution dans le développement économique à travers un échange d'expériences sur la politique générale consacrée à ce domaine et pour faciliter l'implantation et le développement de ces entreprises naissantes sur le continent et surtout faciliter l'accès aux sources de financements régionaux et d'orienter, par la même, les investissements vers l'espace africain. Une réunion ministérielle devrait également avoir lieu au cours de ce rendez-vous africain, regroupant les ministres africains en rapport avec le secteur qui devrait être sanctionnée par un accord-cadre qui devrait servir de feuille de route pour les pays participants et qui devrait créer une dynamique de coopération pour l'écosystème africain de l'innovation, en plus d'un exposé des start-up africaines, ainsi que des assises qui seront animées par des experts internationaux portant sur les difficultés auxquelles font face les jeunes créateurs (entrepreneurs) en Afrique, examen du potentiel existant dans le domaine numérique et l'avenir des affaires en Afrique. Il est à rappeler que l'État algérien accorde une grande importance à ce secteur pour relancer l'économie nationale en accompagnant notamment les jeunes porteurs de projets sur le plan administratif et financier. C'est dans ce sens, d'ailleurs, qu'un fonds d'investissement dédié au financement et à l'accompagnement des Start-up, a été créé, en plus de la création d'un Haut Conseil de l'Innovation, dans le cadre d'une nouvelle orientation stratégique en matière de valorisation des idées, des initiatives innovantes et des potentialités nationales de la recherche scientifique, au service du développement de l'économie de la connaissance, et bien d'autres mesures qui vont lever les contraintes qui s'opposent au développement des Start-up et à mettre en place une véritable stratégie en la matière.

B. O.

GLISSEMENTS DE TERRAIN ET RISQUES D'ÉCROULEMENT À LA CITÉ 318 LOGS COSIDER DE MAHELMA

Les résidents crient aux fausses promesses

À Mahelma, à 30 km au Sud-Ouest d'Alger, les locataires de la cité des 318 logements Cosider sont sous la menace permanente des glissements de terrain.

Depuis 2015, selon les témoignages des membres du comité relevant de ce lotissement, aucune évaluation réelle des risques ou initiative préventive appropriée n'ont été prises. Et toutes les promesses faites par les autorités concernées n'auront été que de la poudre aux yeux.

Représentant l'ensemble de ses locataires, ces derniers n'ont eu de cesse depuis, d'alerter l'opinion publique sur le danger omniprésent qui guette les résidents de la cité, mais malheureusement, toutes les promesses sont restées lettre morte. Il nous a été d'ailleurs donné de constater sur place l'ampleur du risque d'écroulement immédiat des immeubles 11 et 23. « Nous habitons ces logements depuis 2008. Mais en 2015, des fissures ont commencé à apparaître sur les immeubles que vous voyez là. Au début, nous n'avions pas conscience de la réelle menace, mais avec le temps, le nombre de fissures augmentait. Et c'est après qu'on a constaté que ces deux immeubles commençaient à se décrocher de plusieurs centimètres, qu'on a lancé l'alerte. Vous voyez d'ailleurs en haut combien le vide est apparent au niveau des fissures », nous ont aussitôt expliqué les membres du comité. Évacués puis relogés depuis environ trois ans dans des appartements appartenant à Cosider Promotion, les locataires des bâtiments menacés d'effondrement, selon les diffé-



Phts : Mourad Sid

rents témoignages, attendent toujours un dénouement à cette situation. Selon certains, ces derniers auraient même été avisés qu'ils risquent d'être contraints de quitter les lieux dans un avenir proche, pour aller nous ne savons où. Alors que les glissements continuent de se propager, les résidents craignent le pire, si les autorités locales n'interviennent pas en temps opportun pour éviter une catastrophe. Laissés pour compte, ces derniers ne savent plus à quel saint se vouer devant ce malheur quotidien. « Nous avons fait plusieurs requêtes au niveau de plusieurs services. Nous avons saisi, l'APC, le wali délégué, le wali d'Alger, le ministère de l'Habitat, le ministère de l'Intérieur, les pompiers, mais nous n'avons reçu que des promesses sans lendemain. Les solutions pourtant existent pour peu que

les autorités concernées, veuillent bien prendre au sérieux ces réelles menaces. Après avoir frappé à toutes les portes, en vain, certains d'entre nous, par crainte qu'un effondrement des immeubles ne cause des dégâts sur les immeubles à proximité, ont préféré déménager et tout abandonner, malgré tout l'argent qu'ils ont investi dans leurs logements. Certains sont même allés vivre chez des proches », ont lâché les témoins.

DES MURS DE SOUTÈNEMENT DÉRISOIRES, DES ÉTUDES DE SOL ET TOPOGRAPHIQUES EN SUSPENS

Notons cependant que l'entreprise Cosider a mis en place des petits murs de soutènement pour tenter de stopper le phénomène de glissements de terrain, mais cela n'a pas empêché les fis-

sures de l'immeuble en question de s'élargir, affirment les membres du comité. De petits travaux d'entretien effectués par Cosider qui ne sont pas pour régler le problème d'une manière efficace. « Cosider a placé des petits murs de soutènement pour freiner la progression des glissements, mais cela ne pourra jamais stopper quoi que ce soit. Et depuis, aucune mesure préventive n'a été prise », ont expliqué les membres. Même cas de figure concernant les études analytiques et géologiques effectuées par les experts dépêchés sur les lieux. Certes, au tout début, les expertises de Cosider ont donné l'ordre d'évacuer le bâtiment menacé, mais sans plus. Depuis, toutes les études de sol et les études topographiques n'ont rendu aucun verdict définitif, pouvant mener à une démolition ou autre mesure. « Depuis que les experts ont ordonné l'évacuation du bâtiment, toutes les études menées sur place sont restées en suspens. Le ministère de l'Habitat a envoyé plusieurs topographes et des ingénieurs pour prélever des échantillons et faire plusieurs forages pour étudier le sol. Mais nous attendons toujours qu'une décision définitive soit prise ». D'après nos interlocuteurs, ce glissement est provoqué par la terre argileuse grise dont est formé ce sol, une situation qui risque de s'aggraver en cas de fortes pluies ou de forte secousse sismique.

NI GAZ, NI INFRASTRUCTURES, NI TRANSPORT, ISOLEMENT ET INSÉCURITÉ

Tourmentés par la situation déplorable de leur quartier, ces intervenants citent d'autres difficultés, outre ces problèmes de glissements. En effet, le comité signale, en plus, l'absence de raccordement au gaz de ville. En dépit des multiples requêtes adressées aux services de Sonelgaz, les appartements de ces citoyens n'ont toujours pas été raccordés, contraints de s'alimenter en gaz butane, avec tous les désagréments et risques que cela engendre, particulièrement pour les occupants des étages supérieurs. Les habitants lancent à cet effet un appel urgent à la direction de Sonelgaz pour qu'elle daigne prendre en charge leur problème. « Nous sommes les seuls dans toute cette zone à ne pas avoir de gaz de ville. L'ancien wali délégué est intervenu et a saisi les services de Sonelgaz, et s'est même engagé à contribuer financièrement avec trois millions de dinars, sur une totalité de douze millions que nécessite le raccordement au gaz. Il avait, devant nous, ordonné à Sonelgaz d'entamer immédiatement les travaux...mais rien n'a été entrepris jusqu'à aujourd'hui », se désolent nos interlocuteurs, avant d'évoquer d'autres contraintes, et non des moindres, comme pour dire que cette cité reculée a été totalement jetée aux oubliettes.

En effet, les résidents se plaignent du manque de transport, notamment celui des écoliers, en nous expliquant qu'ils existent, mais de façon incertaine et limitée. « Depuis quinze ans, nous n'avons ni transport, ni écoles, ni

espaces de loisirs, même pas un petit terrain ou un petit stade de sport pour les enfants. Ceux qui n'ont pas de véhicules souffrent pour se déplacer. Ce n'est que récemment que les services de l'ETUSA assurent une ligne vers le chef-lieu de la commune. Il y a un bus scolaire, uniquement pour les écoliers du primaire, un vieux bus qui tombe constamment en panne. Et ce bus est obligé de transporter même les écoliers du CEM. C'est vraiment triste de voir ces jeunes écoliers marcher jusqu'à Sidi Bennour à pied ». Autre mécontentement, celui de l'insécurité, chose normale dans un endroit isolé. « Nous résidons dans un endroit isolé, constamment en proie aux vols et aux agressions, et personne ne peut intervenir, de peur de représailles. Ce n'est pas tout, l'entreprise EXTRANET ne passe même pas pour ramasser les ordures, on est obligé de descendre jusqu'en bas pour jeter nos ordures ménagères. Nous vivons donc dans la saleté, sans compter les chiens errants en grand nombre, qui menacent la sécurité de nos enfants, c'est le calvaire au quotidien ».

« NOUS INTERPELLONS LE WALI ET LE MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR »

Malgré avoir interpellé à maintes reprises les responsables de la mairie, de la daïra, de la direction de l'urbanisme ainsi que le cabinet du wali, aucune suite n'a été donnée à la doléance de ces citoyens, à ce jour. « Quand tu vas voir le maire, il te dit qu'il est au courant et qu'il faut patienter, de même pour le wali délégué, tous les services sont au courant, mais il n'y a jamais eu de suite ». Une situation très préoccupante pour des dizaines de pères de famille qui n'ont cessé de tirer la sonnette d'alarme et multiplier les démarches auprès des autorités locales pour se préserver d'une catastrophe annoncée. Rapports d'expertises de plusieurs ingénieurs à l'appui, ces derniers accusent ouvertement, et Cosider, et les autorités, de laisser cette situation en l'état, alors que des vies sont en danger. « À chaque fois que nous saisissons un responsable, il nous promet d'agir, mais en vain. Ils doivent venir ici pour voir les conditions dans lesquelles vivent ces familles et ce danger qui les guette chaque jour que Dieu fait. Nous interpellons le wali d'Alger et le ministère de l'Intérieur pour qu'il envoie une commission spéciale sur place. Les autorités ne peuvent plus se ranger derrière aucune excuse », nous dira un résident, avant de nous avouer qu'il regrette tout ce temps passé à attendre, pour rien. « Si on avait su qu'on vivrait pendant quinze ans dans de telles conditions, on aurait pas attendu tout ce temps pour déménager ». En attendant une réaction des autorités, les habitants de la cité 318 logements broient du noir, ne trouvant plus les mots pour décrire leur détresse. Soulignons, par ailleurs, que nous avons essayé de joindre au téléphone le groupe Cosider, mais sans succès.

Hamid Si Ahmed



CONTRIBUTION

SAHARA OCCIDENTAL

Esprit de censure ?

Le texte ci-après a été rédigé suite à une demande du rédacteur adjoint de la revue *Esprit* (requête datant du 12 septembre 2022, texte de 8000 signes maximum sur le Sahara occidental).

Par **Yazid Ben Hounet (*)**
et **Sébastien Boulay (**)**

Le papier a été remis le 13 octobre 2022 et a fait l'objet d'un accusé de réception. Il a finalement été refusé le 15 novembre 2022 au motif que « malgré les qualités de votre article, particulièrement précis et bien informé », un autre texte sur le Sahara occidental – dont il n'a jamais été question auparavant – devait paraître dans le prochain numéro de la revue. Nous mettons donc notre contribution en ligne sur le site de OUIISO et autorisons celles et ceux qui le souhaitent à la publier et à la diffuser le plus largement possible. « Et balaise-moi tous les obscurcisseurs, tous les inventeurs de subterfuges, tous les charlatans mystificateurs, tous les manieurs de charabia. Et n'essaie pas de savoir si ces messieurs sont personnellement de bonne ou de mauvaise foi, s'ils sont personnellement bien ou mal intentionnés, s'ils sont personnellement, c'est-à-dire dans leur conscience intime de Pierre ou Paul, colonialistes ou non, l'essentiel étant que leur très aléatoire bonne foi subjective est sans rapport aucun avec la portée objective et sociale de la mauvaise besogne qu'ils font de chiens de garde du colonialisme » (Aimé Césaire, Discours sur le colonialisme, 1950).

SAHARA OCCIDENTAL : PÉRISSENT NOS PRINCIPES PLUTÔT QUE LA DERNIÈRE COLONIE D'AFRIQUE ?

Le mercredi 18 avril 2018, l'Humanité publiait une lettre ouverte adressée à Emmanuel Macron, signée par des dizaines de spécialistes du droit international, des relations internationales, des droits humains et de l'Afrique du Nord. Celle-ci pointait du doigt la responsabilité de la France dans la non-décolonisation du Sahara occidental. Vue de France, la question du Sahara occidental, lorsqu'elle est abordée dans les médias (c'est-à-dire rarement), se résume bien souvent à un conflit de territoire, disputé entre d'une part le Maroc et de l'autre un « mouvement indépendantiste », le Front Polisario, « soutenu par l'Algérie ». Vue de l'international, et des spécialistes en la matière, la situation du Sahara occidental est avant tout celle d'une décolonisation entravée par le Maroc, qui occupe près de 80% du territoire, avec le soutien (en coulisse) de la France. Elle génère des violations des droits humains et des crimes de colonisation dans les territoires sous occupation marocaine.

UNE DÉCOLONISATION ENTRAVÉE

Colonie espagnole de 1884 à 1976, le Sahara occidental a très tôt attiré les convoitises du voisin marocain puis, plus tardive-



PH. : BR

ment de la Mauritanie, qui envahissent le territoire fin 1975-début 1976 conformément à un accord passé avec le régime de Franco (14 novembre 1975) à l'insu du peuple colonisé du Sahara occidental (les Sahraouis) et en infraction avec les résolutions onusiennes. Cette invasion déclenche une guerre de 16 ans avec le Front Polisario, mouvement de libération fondé en 1973 qui lutte d'abord contre l'Espagne pour la décolonisation du territoire, et est reconnu comme unique représentant du peuple sahraoui par l'ONU en mai 1975. Le Front Polisario s'inscrit dans le sillage des mouvements de libération africains, conformément aux résolutions de l'ONU1 et de la charte de l'Organisation de l'Unité africaine (Addis-Abeba, 1963)2, document fondateur de l'Union africaine. Cette dernière établissait deux principes clairs pour toute l'Afrique : d'une part le respect des frontières héritées de la colonisation, afin d'éviter les potentiels conflits de frontière entre les pays nouvellement décolonisés (règle rappelée à la Conférence du Caire de 1964) ; d'autre part le soutien des États nouvellement indépendants aux mouvements de libération nationale dans les territoires non encore décolonisés (cas du Front Polisario). La guerre provoque un exode massif de réfugiés sahraouis dans des camps que le Croissant rouge algérien installe dans le Sud-Ouest algérien près de Tindouf, où un État sahraoui indépendant – La République arabe sahraouie démocratique (RASD) – est proclamée le 27 février 1976 par les nationalistes sahraouis. En 1979, la Mauritanie, exsangue, se retire du conflit. La RASD devient membre de l'Union africaine en 1982. En 1991, un cessez-le-feu entre le Front Polisario et l'État marocain prévoit l'organisation d'un référendum d'autodétermination sous les auspices des Nations unies qui créent la Mission des Nations unies pour un référendum au Sahara occidental (MINURSO), chargée de surveiller le cessez-le-feu et d'organiser la consultation électorale. Trente ans plus tard, le référendum d'autodétermination n'a toujours pas eu lieu, du fait de désaccords récurrents sur les listes d'électeurs ; le Maroc proposant désormais (depuis 2007) un plan d'autonomie élargie. En novembre 2020, le conflit reprend dans ce qui demeure la dernière colonie d'Afrique.

UNE SOCIÉTÉ BÂILLONNÉE

Dans la lettre ouverte mentionnée précédemment, il y est expliqué que la France : « soutient chaque année au mois d'avril, au Conseil de sécurité, la position marocaine de refus d'élargissement du mandat de la mission de maintien de la paix des Nations unies (la MINURSO) à la surveillance des droits humains, mais aussi de mise en œuvre d'un référendum d'autodétermination, objectif premier du cessez-le-feu de 1991 et, ne l'oublions pas, exigence des Nations unies depuis 1966. Cette position française permet à l'État marocain – que l'ONU, l'OUA-UA et l'UE continuent de considérer comme occupant ce territoire – de poursuivre son entreprise de colonisation en favorisant notamment le déplacement de populations en provenance du Maroc, en emprisonnant et en « jugeant » des prisonniers politiques sahraouis sur le sol marocain, deux motifs flagrants (parmi d'autres) de violation du droit international et du droit humanitaire international ». De fait, la MINURSO demeure la seule mission des Nations unies au monde à ne pas avoir de mandat d'observation des violations des droits humains. Le 11 juin 2022, la section espagnole de Reporters sans frontières a présenté son rapport sur le Sahara occidental, véritable trou noir de l'information, devenu une zone de non-droit pour les journalistes. Quatre décennies d'abandon de la dernière colonie d'Afrique, un conflit de basse intensité sur le terrain et dans les médias, ont fait du Sahara occidental une citadelle impénétrable journalistiquement, une zone de violation des droits humains à l'égard des Sahraouis et des journalistes indépendants. Parmi le groupe de prisonniers du fameux camp de la dignité – Gdeim Izik (2010) – figurent quatre journalistes aux côtés des militants, victimes de tortures, passages à tabac, de périodes d'isolement en plus de procès tronqués assortis de peines très lourdes allant jusqu'à la perpétuité. Naâma Asfari, juriste, défenseur des droits humains, époux de Claude Mangin-Asfari, citoyen d'honneur de la ville d'Ivry, est l'un de ces prisonniers. Il a été condamné, dans un procès inique, à 30 ans de prison. 18 de ses compagnons demeurent en prison depuis 2010. Le 12 décembre 2016, le Maroc était condamné par le Comité de l'Onu contre la torture suite à une plainte dépo-

sée par l'ACAT et les avocats de Naâma Asfari. 4 S'ajoutent à cela d'autres emprisonnements non médiatisés et des violences régulières perpétrées à l'encontre des militants sahraouis, et notamment des femmes comme Aminatou Haïdar et Sultana Khaya. Dans un rapport accablant, publié fin 2021, la Fédération d'associations catalanes amies du peuple sahraoui et l'association NOVACT (Institut International pour l'Action Non-violente), en partenariat avec le Groupe de Soutien de Genève pour la Protection et la Promotion des Droits Humains au Sahara occidental, répertoriaient et dénombrèrent pas moins de 160 violations de droits humains sur la seule période allant de novembre 2020 à novembre 2021, soit une moyenne d'une violation tous les deux jours : attaques contre les civils et leurs biens, dont des exécutions ; restriction généralisée de circulation et de mouvement ; assignations à résidence, raids et destruction de biens ; détentions arbitraires et autres mesures de privation de liberté ; agressions physiques et tortures ; procès iniques, etc. On mesure l'intensité de telles violations des droits humains lorsqu'on la rapporte à la taille de la population sahraouie vivant sous occupation (entre 100 000 et 200 000 personnes). Ces violations sont enfin aggravées par le mur marocain au Sahara occidental, l'un des plus longs au monde, et paradoxalement l'un des moins visibles dans les grands médias. Il divise le Sahara occidental, et son peuple, en deux parties. Plus de 7 millions de mines antipersonnel, jonchées tout le long, mettent quotidiennement la vie des Sahraouis et de leurs troupeaux en danger7. Depuis la lettre ouverte (avril 2018), adressée à Emmanuel Macron, le soutien de la France à cette entreprise coloniale s'est renforcé : installation d'une délégation de la chambre française de commerce et d'industrie à Dakhla, dans la partie illégalement occupée par le Maroc (1er mars 2019), mise en place via l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) de partenariats scientifiques maroco-français couvrant le Sahara occidental, ouverture d'une antenne du parti présidentiel, LREM, à Dakhla également (8 avril 2021). Aujourd'hui, tandis que la guerre fait rage en Ukraine et oblige les pays européens à repenser leurs approvisionnements énergétiques, le gouvernement français semble particulièrement investi dans son rapprochement avec l'Algérie... Gageons que le Président français saura se souvenir des propos qu'il avait tenus à Alger le 15 février 2017 : « Oui, la colonisation est un crime contre l'humanité »

* *Anthropologue, chercheur au Centre National de Recherche Scientifique, membre du Laboratoire d'Anthropologie Sociale (CNRS – Collège de France – EHESS)*

** *Sébastien Boulay, Anthropologue, Université de Paris, Centre Population et Développement (Université de Paris, IRD)*

LA 46E CONFÉRENCE DE L'EUCOCO S'OUVRE DEMAIN À BERLIN

Hymne à l'autodétermination du peuple sahraoui

Le représentant du Front Polisario en Europe et auprès de l'Union européenne, Oubi Bouchraya Bachir, a indiqué, hier, sur la 46e conférence de la Coordination européenne pour le soutien et la solidarité avec le peuple sahraoui (Eucoco), qui s'ouvre demain à Berlin, que celle-ci « permettra de réitérer la volonté des Sahraouis d'exercer leur droit à l'autodétermination pour l'indépendance du Sahara occidental, et non pas pour l'autonomie » et pour les participants, de « dénoncer le sinistre plan d'autonomie » proposé par l'occupant marocain, et réitérer que « l'indépendance du Sahara occidental passe uniquement par le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui ». Elle sera également l'occasion de réactiver et d'élargir le mouvement de solidarité en Europe avec la cause sahraouie, ainsi que d'établir un plan d'action et de suivi pour l'année 2023, a poursuivi Oubi Bouchraya. Selon le diplomate sahraoui, environ 250 personnes devraient participer à cette conférence qui se tiendra sous le slogan : « L'autodétermination. Pour l'indépendance du Sahara occidental », parmi eux, des représentants de gouvernements, des députés, des observateurs, ainsi que des organisations nationales et internationales. Cette édition sera marquée par une participation « importante » des pays nordiques comme la Suède, la Finlande et la Norvège, mais aussi de la Grande-Bretagne, a indiqué Oubi Bouchraya, qui annonce, en outre, la présence de l'icône de la lutte pour l'autodétermination et l'indépendance du Timor-Leste, Kay Rala Xanana Gusmao, comme invité d'honneur. Concernant la participation algérienne, et outre le Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui (CNASPS), une délégation de l'Assemblée populaire nationale (APN) prendra part à cette rencontre et « transmettra le message de solidarité avec le peuple sahraoui des deux chambres du Parlement ». Une réunion « spéciale » est prévue à cet effet, demain, dans les locaux du Parlement allemand (Bundestag) et rassemblera les parlementaires algériens avec leurs homologues européens présents à la conférence. Durant les travaux de la 46e conférence de l'Eucoco, les participants œuvreront de manière à montrer que le sinistre « plan d'autonomie » proposé par le Maroc n'est en réalité qu'un plan d'annexion et sera dénoncé à cette occasion. Ils vont, en outre, réitérer leur soutien au peuple sahraoui pour contribuer à la consolidation de la paix dans le monde. Lors des deux jours de travaux, les intervenants auront, également, à aborder plusieurs thèmes, dont la situation des droits de l'Homme au Sahara occidental occupé, la souveraineté du peuple sahraoui sur les richesses naturelles de son pays et la consolidation de son État. Selon le président de l'Eucoco, Pierre Galand, l'organisation de cette conférence cette année à Berlin est une façon de « porter le message de solidarité dans les capitales européennes, outre Madrid, et de rappeler les exigences fondamentales du droit international en faveur de ce peuple en lutte pour l'indépendance ». Il avait indiqué lors de son déplacement à Alger en octobre dernier, qu'à Berlin, il sera question d'interpeller l'ONU pour assumer ses responsabilités et lui rappeler que jusque-là, elle a échoué et qu'il est temps d'entendre la décision des Cours de justice africaine et européenne, à savoir que le peuple sahraoui est distinct du peuple marocain. **L. Zeggane**

**S
T
R
O
P
S**

SON DÉPART DE MÖNCHENGLADBACH SE PRÉCISE

L'O Marseille entre en course pour Bensebaini



Phs : DR

Courtisé déjà par des clubs allemands et italiens, le latéral gauche de la sélection algérienne, Ramy Bensebaini, serait également sur le radar de l'O Marseille. C'est du moins ce qu'a révélé un site spécialisé proche du club du sud de la France, ajoutant que l'OM se préparerait à faire une offre au club allemand employeur du natif de Constantine, à savoir, Borussia Mönchengladbach dès le prochain mercato hivernal.

L'intérêt que portent les Marseillais, ainsi que les autres clubs désireux s'offrir les services de Bensebaini, pour ce dernier est motivé par la belle saison qu'il est en train de réaliser dans le championnat allemand.

Aussi, comme le contrat du joueur de 27 ans avec son club expire en juin prochain sans que les deux parties ne par-

viennent à trouver un accord pour le prolonger, encourage les recruteurs à lorgner vers lui.

Selon les dernières estimations, la valeur marchande du défenseur international gauche algérien a sensiblement augmenté par rapport à la saison dernière, puisqu'elle est actuellement estimée à environ 20 millions d'euros après avoir été de 5 millions,

selon le site spécialisé Transfermarkt.

Le joueur doit cela à ses copies de premier ordre qu'il est en train de rendre cette saison avec son club allemand. Il est d'ailleurs l'un des meilleurs défenseurs prolifiques dans cette épreuve où il compte cinq buts en 14 matchs joués.

Mais l'ancien joueur de Rennes ne fait plus l'unanimité

en sélection nationale où il devra cravacher dur pour conserver son poste de titulaire, surtout après l'annonce par le sélectionneur national, Djamel Belmadi, de l'arrivée prochaine d'un sérieux concurrent sur le flanc gauche de la défense, en l'occurrence Rayane Aït Nouri, le sociétaire du club anglais de Wolverhampton.

Hakim S.

ALORS QU'ON A ÉVOQUÉ UN TRANSFERT LIBRE VERS BREST

Slimani a rapporté 1,5 millions € au Sporting Lisbonne

Selon des médias portugais, le Sporting Lisbonne a bénéficié d'une somme de 1,5 millions d'euros dans le transfert de son ex-joueur algérien Islam Slimani vers le club français le Stade Brestois.

Ces informations viennent ainsi contredire tout ce qui avait été dit lors de l'intersaison concernant cette transaction, puisqu'à l'époque, plusieurs sources ont indiqué que le buteur algérien avait rejoint le club breton dans un transfert libre.

Le site portugais "Record" est revenu à cette affaire pour affirmer que le Sporting avait bénéficié de 1,5 millions d'euros en contrepartie du bon de sortie qu'il a délivré à Slimani pour rejoindre la Ligue 1 française. L'administration de Lisbonne a d'ailleurs envoyé une



déclaration à l'Autorité portugaise du marché des valeurs mobilières, révélant les détails

de l'accord. Mais pour son retour dans le championnat de France, puisque Brest est le

troisième club français pour lequel joue Slimani après Monaco et Lyon, l'ancien attaquant du CR Belouizdad trouve des difficultés énormes pour briller.

D'ailleurs, il ne compte depuis le début de cet exercice qu'un seul but avec sa nouvelle formation qu'il a aussi privée de deux réalisations en vendangeant deux penaltys.

La formation de la Bretagne n'est toutefois pas bien partie pour défendre sa place parmi l'élite.

Elle occupe les dernières places et devra d'ores et déjà lutter pour éviter la relégation. Une situation qui s'est répétée négativement sur le moral du buteur historique des Verts comme l'attestent ses dernières prestations sous le maillot national.

H. S.

KHENCHELA. LUTTE CONTRE LE TRAFIC DE STUPÉFIANTS

Saisie de 1,2 kg de drogue et arrestation de 6 personnes à M'Toussa

La brigade de lutte contre le trafic de stupéfiants relevant du service de la police judiciaire de la sûreté de wilaya de Khenchela a arrêté six individus et saisi 1,2 kg de drogue et 43 capsules de comprimés psychotropes, a-t-on appris mardi auprès des services de ce corps sécuritaire.

L'opération a été effectuée suite à l'exploitation des informations reçues par les éléments de cette brigade faisant état de l'activité d'un réseau criminel dans le trafic de drogue dans la wilaya de Khenchela, a indiqué la cellule de la communication et des relations publiques (CCRP) de ce corps de sécurité. L'opération a permis de déterminer l'identité de l'un des membres de cette bande de criminels, d'une trentaine d'années qui utilise un kiosque dans la commune de M'Toussa pour le stockage des stupéfiants et des substances psychotropes et les proposer à la vente, avec l'aide d'autres personnes, a-t-on expliqué. Après cela, il a été procédé, a souligné la même source, à l'arrestation des 6 per-



Ph: DR

sonnes impliquées dans cette affaire et à la découverte d'une plaque de 100 grammes de drogue chez l'un de ces suspects. Aussi, un sac à dos contenant une quantité de drogue composée de 11 plaques d'un poids total de 1,1 kg et des produits pharmaceutiques à usage psychotrope (43 capsules) a également été saisi, a encore ajouté la même source. L'opération a permis la saisie également d'une somme d'argent estimée à 132 000 DA, considérée comme revenus de l'opé-

ration de commercialisation, chez le propriétaire du kiosque qui a été transféré par la suite vers le siège de la police pour la poursuite des procédures d'enquête, a révélé la même source. Un dossier pénal a été établi à l'encontre des personnes mises en cause pour "possession, transport, livraison, stockage et vente de stupéfiants dans le cadre d'un groupe criminel organisé" qui ont été présentées devant la justice, a-t-on signalé.

BOUIRA. GIPLAIT Prochain lancement des travaux de réalisation d'une unité de production de lait

Les travaux de réalisation à Bouira d'une unité de production de lait relevant du groupe industriel public Giplait devront démarrer au début du mois de décembre prochain, a-t-on appris mardi auprès de la Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya. Cette décision a été prise à l'issue d'une réunion ayant regroupé récemment la DSA avec les autres services concernés par ce dossier, ainsi que le P-dg du groupe Giplait, M. Harim Mouloud et le directeur de la laiterie de Boudouaou (Boumerdès), selon les détails fournis par la DSA. "Le P-dg du groupe Giplait s'est engagé à lancer au début du mois de décembre prochain les travaux pour la réalisation d'un mur de clôture et à procéder à l'installation de plafonds métalliques", a expliqué la directrice des services agricoles, Mme Adra Tirra. La même responsable a fait savoir, en outre, qu'un avis d'appel d'offres a été lancé pour étudier l'installation des ateliers de travail. Annoncé en mars dernier, ce projet de réalisation d'une unité Giplait à Bouira connaît un retard pour son lancement. Lors de la précédente session de l'APW, le wali de Bouira, Abdelkrim Laâmour, avait demandé aux responsables concernés de revoir le dossier et de lancer rapidement les travaux de réalisation de l'usine. Une fois opérationnelle, cette unité du Giplait, qui sera dotée d'une capacité de production de 150 000 à 200 000 litres par jour, va, outre l'approvisionnement de la population locale en lait, générer plus de 120 postes d'emploi pour les jeunes de la région, selon les services de la wilaya.

BÉJAÏA. AKBOU Attribution de plus de 500 logements sociaux

Une liste composée de 502 logements sociaux a été rendue public, mardi dans la commune d'Akbou (wilaya de Béjaïa) soulageant autant de familles en attente depuis 2016, a-t-on appris auprès des services communaux. La liste affichée dans un grand nombre de quartiers a rempli de joie les bénéficiaires, qui, sitôt informés, ont laissé éclater leur liesse. "C'est une véritable délivrance. Un jour à marquer d'une pierre blanche", confie Allaoua, un habitant de la cité populaire du "Stade", dans le quartier périphérique d'Azaghar, encore plus heureux en apprenant que ses voisins, des gens démunis et en situation précaire font partie des heureux récipiendaires. "Beaucoup de gens du quartier du stade en ont bénéficié. J'en suis très heureux", s'est-il exclamé ne manquant pas de remercier vivement la commission de logements qui, à ses yeux, a fait du "bon travail" en se montrant surtout "très équitable", a-t-il dit. Quoiqu'il en soit, une commission de recours a été ouverte à ceux qui se sentiraient lésés, a-t-on signalé. Il est à rappeler, qu'une liste analogue de 141 attributaires a été affichée en début de semaine à kherrata, donnant ainsi l'opportunité aux demandeurs de logements d'occuper des maisons décentes et modernes au début de la saison hivernale.

AÏN-DEFLA. PREMIÈRE FOIRE DES PRODUITS DE LA RUCHE

Plus de 25 participants

Plus de 25 apiculteurs participent à la première édition de la foire commerciale du miel et des produits de la ruche inaugurée mardi dans la wilaya d'Aïn Defla, a-t-on appris des organisateurs. La foire du miel et ses dérivés, inaugurée par le wali Abdelghani Filali au niveau du palais des expositions, a été "revendiquée par les professionnels de la filière apicole de la wilaya pour pouvoir faire connaître et commercialiser leur production", a affirmé le directeur du secteur agricole (DSA) de la wilaya, Djamel Benchama. La manifestation qui a

réuni des apiculteurs et apicultrices issus de différentes communes de la wilaya se poursuivra jusqu'au 6 décembre prochain pour permettre aux visiteurs de "découvrir tous les produits de la ruche", a-t-il ajouté. Pour sa part, Azeddine Boulahia, président de l'association "El-Khouloud" des apiculteurs de la wilaya qui compte près de 700 adhérents, a souligné que le but de cette foire est de permettre aux habitants de la wilaya de "mieux s'informer sur les produits de la ruche auprès des professionnels et de leur montrer les bienfaits de la

consommation du miel". M. Boulahia a relevé, par ailleurs, "difficulté de la commercialisation du miel" que rencontre l'ensemble des apiculteurs locaux, indiquant que l'idée d'organiser une foire commerciale permet aussi au consommateur "d'acheter le miel directement chez le producteur, sans passer par un intermédiaire". A noter que la wilaya d'Aïn Defla dispose d'un parc apicole de plus de 24 000 ruches pleines et plus de 1 500 apiculteurs recensés. Quant à la production annuelle du miel, elle dépasse les 800 quintaux, selon le DSA.

ORAN. FRAUDE

Saisie de plus de 4 qx de viandes rouges impropres à la consommation

Les services de la Gendarmerie nationale d'Oran ont saisi plus de 4 quintaux de viandes rouges impropres à la consommation humaine, a-t-on appris, mardi, auprès de ce corps de sécurité. L'opération a eu lieu lorsque l'escadron de sécurité routière de la Gendarmerie nationale d'Oran a intercepté un véhicule utilitaire au niveau du barrage fixe d'El-Kerma. Après le contrôle et la fouille du véhicule, une quantité de viandes rouges d'un poids de 4 quintaux et 33 kilos, y a été découverte qui, suite à son inspection par un vétérinaire, s'est avérée impropre à la consommation humaine, a-t-on indiqué. Des infractions ont été relevées contre le propriétaire du véhicule, notamment le non respect des conditions de transport et de la chaîne de froid, pratique d'une activité commerciale sans registre de commerce et absence des conditions de propreté et d'hygiène sanitaire. Les services de la Gendarmerie nationale ont établi un procès verbal à cet égard, qui a été transmis aux instances judiciaires compétentes, selon la même source.

MILA. HABITAT iLancement "prochain" des travaux de réalisation de plus de 860 logements location-vente

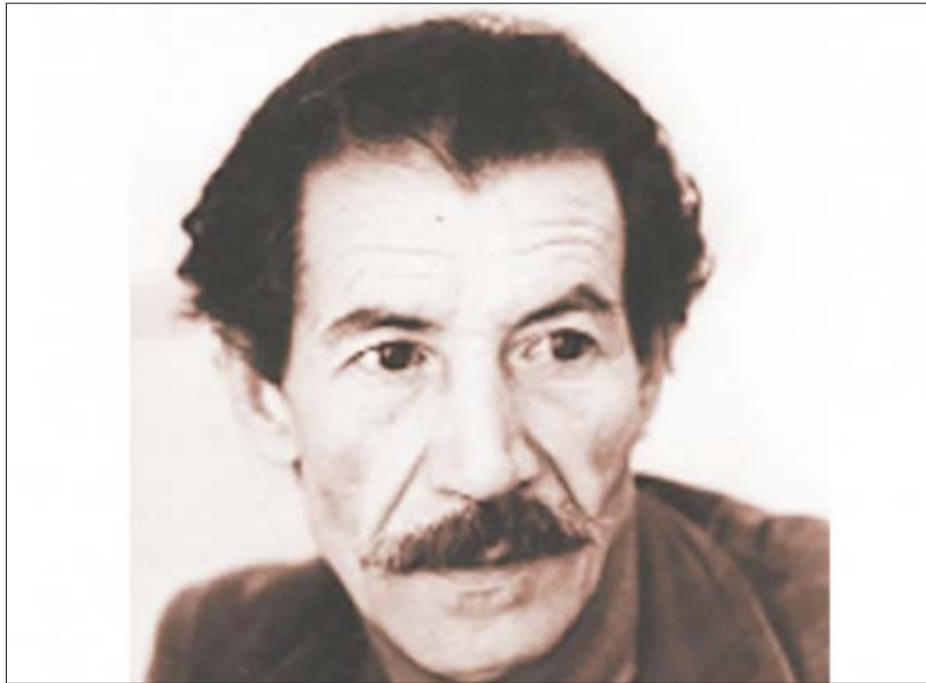
Les travaux de réalisation de 867 logements de type location-vente seront "prochainement" lancés sur le site Marcho sur les hauteurs de la ville de Mila, a-t-on appris mardi au cours de la visite d'inspection effectuée au chantier du projet par le wali Mustapha Koreïch. Selon les explications données sur site, le projet de réalisation de 867 logements de type location-vente dont les travaux débiteront en "décembre prochain" se trouve sur le site de 52 hectares qui accueillera le nouveau pôle urbain Marcho (Mila). Le lot de logements comprend 433 unités F4 et 434 unités F3, a précisé dans son exposé sur le projet le responsable local de l'Agence nationale de l'amélioration et de développement du logement (AADL). Le chef de l'exécutif local a insisté à l'occasion sur "l'accélération des travaux de ces logements pour les remettre aux souscripteurs", affirmant que des efforts sont déployés pour trouver des terrains d'assiette pour les divers programmes de logements dont celui des 5 000 unités de type promotionnel aidé. Lors de sa visite au projet de 400 logements location-vente dans la commune d'Oued Athmania, le wali a pris acte des entraves ayant empêché le lancement de la réalisation de certains immeubles dont une ligne d'électricité et le réseau d'assainissement et a exhorté les responsables des secteurs concernés à prendre en charge en urgence les problèmes posés pour faciliter le parachèvement du projet dont le taux d'avancement des travaux a atteint 22 %.

M'HAMED ISSIAKHEM

Un génie forgé dans la douleur

Avec son trait expressif et son style reconnaissable entre tous, M'hamed Issiakhem aura été un des noms indissociables de la peinture et de la culture algérienne qui ont brillé sur différents créneaux artistiques à une époque charnière d'affirmation et de consolidation de l'identité nationale.

Artiste accompli touchant à tous les domaines des arts plastiques, il avait également apporté sa touche, si particulière, qui en a inspiré tant d'autres, à des œuvres cinématographiques et littéraires. Célèbre mondialement pour ses autoportraits et ses portraits, l'artiste surnommé "oeil de lynx" par son ami de toujours, l'écrivain, poète et dramaturge Kateb Yacine, porte dans sa chaire et dans son œuvre les affres de la guerre et de la colonisation, qu'il n'a jamais cessé de restituer avec son style atypique, sa palette ancrée dans la terre et la souffrance, et des symboles puisant au plus profond de l'authenticité de la société. L'Algérie qui célèbre cette année le soixantenaire du recouvrement de son indépendance, compte de nombreux billets de banque et de timbres postaux, et une multitude de fresques murales qu'Issiakhem a réalisés, en plus d'avoir inspiré plusieurs générations d'artiste-peintres. Fondateur de l'Union nationale des arts plastiques (Unap), il s'est aussi consacré un temps à l'enseignement, dans une École des Beaux-Arts et de l'architecture dirigée par Bachir Yelles, et où son atelier de peinture faisait concurrence à celui de Choukri Mesli. Issiakhem était aussi dessinateur de presse et créateur de décors pour des films comme "La voie" ou "Poussières de juillet", réalisés pour la télévision algérienne avec Kateb Yacine. Sa relation avec Kateb Yacine, qui remonte au début des années 1950, se traduisait souvent dans les œuvres de chacun d'eux par des poèmes et des textes illustrés ou des toiles agrémentées de poèmes manuscrits à l'exemple de la plaquette "Issiakhem, oeil de lynx et les américains, trente-cinq années de l'enfer d'un peintre". De nom-



breuses œuvres d'Issiakhem enrichissent aujourd'hui les collections des musées nationaux, à l'exemple de "Maternité", "Mère inconnue", "Vieillesse", "L'exode" ou encore "Les aveugles".

LE GÉNIE CRÉATIF FORGÉ DANS LE DRAME

Né en 1928 dans le village de Taboudoucht, dans la wilaya de Tizi-Ouzou, le défunt artiste avait fait ses classes à la société des Beaux-arts d'Alger en 1947, avant de rejoindre l'École des Beaux-arts d'Alger, puis celle de Paris. À 16 ans, alors que sa famille s'était établie en 1931 à Relizane, il perd ses deux soeurs et son neveu, et se voit amputé du bras gauche, suite à la manipulation d'une grenade ramassée dans les camps militaires installés lors de la seconde Guerre mondiale. Après le drame, Issiakhem vivra toute sa vie meurtri dans sa chaire et dans son âme, et son œuvre sera définitivement marquée du sceau de la douleur. De l'enfer vécu par le peintre, Kateb Yacine dira avoir vu souvent Issiakhem travailler sur une toile pour la "détruire subitement (...) dans un suprême effort de tension créatrice", comme si toute son œuvre était "cette grenade qui n'a jamais fini d'exploser dans ses mains...". De cette

souffrance, la romancière et académicienne feu Assia Djebar dira qu'il a "peint avec la main qu'il avait perdue", alors que son biographe et ami, Benamar Mediène, avait estimé qu'Issiakhem avait "trouvé son exutoire dans le grand nombre d'autoportraits sombres et dénués d'artifices esthétiques" qu'il a réalisés. En 1980, M'hamed Issiakhem reçoit à Rome le premier Simba d'Or, une distinction de l'Unesco dédiée à l'art africain, avant de s'éteindre le 1^{er} décembre 1985, laissant derrière lui un riche patrimoine aujourd'hui conservé au Musée national des Beaux-arts d'Alger et auquel s'ajoutent les nombreux tableaux détenus par des particuliers, des collectionneurs et des proches du peintre. Aujourd'hui, le style Issiakhem reste facilement reconnaissable et omniprésent dans l'enseignement des arts plastiques et dans les palettes d'un très grand nombre de plasticiens algériens. En 2010, en commémoration des 25 ans de sa disparition, le Musée des arts modernes d'Alger lui dédie une exposition qui a attiré, en deux mois, plus de 30 000 visiteurs.

FESTIVAL INTERNATIONAL DE MÉDÉNINE (TUNISIE)

Le film documentaire "Bakdi" remporte le "Khlel d'argent"

Le film documentaire algérien "Bakdi... Spirit of Nature" a remporté le "Khlel d'argent" au Festival international du film documentaire et du court métrage, organisé du 25 au 27 novembre à Médénine (Tunisie), a-t-on appris, mardi, de son réalisateur Salah Boufella. Il s'agit du 3^{ème} prix international pour cette œuvre artistique, laquelle a déjà remporté au début du mois en cours, le prix du jury au Festival international du film d'Al Dahirah au Sultanat d'Oman et le prix du jury au Festival international du Sénégal en août dernier, a fait savoir M. Boufella. Ce film documentaire, également, nommé pour participer à la compétition officielle du Festival international des "identités culturelles" prévu en décembre prochain au Burkina Faso, a été primé sur une vingtaine de films en lice issus de plusieurs pays, a-t-il ajouté. Le réalisateur et scénariste de ce documentaire a affirmé que cette œuvre, classée dans la catégorie ciné-réalité, raconte en 25 minutes le quotidien de l'artiste spirituel "Bakdi Mohamed" dit "Bakhlali", dont le film porte le nom. L'unique personnage et héros de ce film, est incarné par l'artiste Bakdi (75 ans) lui-même, accompagné d'une musique douce produite par le musicien Salah Malki. M. Boufella a ajouté que ce travail, qui a duré deux ans, met en scène les détails de la vie d'un "artiste spirituel" qui tente d'évoquer la nature, ses souffrances et l'esprit de l'antique Casbah de Dellys, en remodelant les déchets de la nature en d'impressionnantes œuvres d'art plastique, maquettes et panneaux de bois. Cet artiste s'appuie sur ses talents artistiques pour remodeler et peindre les déchets rejetés par la nature notamment les déchets marins ou rejetés par l'homme.

DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE LA CÉLÉBRATION DU 60^E ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE

16 œuvres théâtrales éligibles à l'aide publique

Seize œuvres théâtrales de 15 théâtres régionaux, en plus du théâtre national algérien (TNA), ont été sélectionnées pour bénéficier de l'aide publique dans le cadre du programme culturel et artistique lancé par le ministère de la Culture et des Arts pour la célébration du 60^e anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale, indique un communiqué du ministère. La commission chargée de la lecture et de la sélection des projets théâtraux, musicaux et lyriques a "reçu, le 8 septembre 2022, les 51 œuvres théâtrales conformes au thème et aux conditions du concours, déposées auprès de la Direction du développement et de la promotion des arts au ministère de la Culture et

des Arts par 21 théâtres régionaux en plus du TNA", a précisé le communiqué. "Les membres de la commission se sont réunis et, après accord unanime des membres sur les éléments d'évaluation des œuvres et leur conformité dans la forme et en le fond, ont commencé l'examen de ces œuvres au cas par cas sur une période de plus de 45 jours, pour ensuite sélectionner 16 œuvres de 15 théâtres régionaux, en plus du TNA", poursuit le communiqué.

Les œuvres sélectionnées bénéficieront d'une aide publique d'une valeur globale de 96 000.000 DA. Parmi les œuvres théâtrales retenues, figurent "El Mouhtached", (centre de détention) du théâtre régional de Souk-Ahras, "Lalla Fatima N'Soumer" du théâtre régional Kateb

Yacine de Tizi-Ouzou, "Le cadavre encerclé" du théâtre régional de Sidi Bel Abbès, ainsi que "La fin d'hier (Le passé revient)" du théâtre régional de Batna et le "Cèdre" du Théâtre régional Bachir Zehaf de Mascara, en plus du "Sous le siège" du Théâtre régional de Skikda et "Kahwat Al-Guelmi", du TNA, Mahieddine Bachtarzi. Le 3 août 2022, le ministère de la Culture et des Arts a ouvert la voie au TNA et aux théâtres régionaux pour nommer la candidature des œuvres théâtrales éligibles à l'aide publique selon les conditions préalablement annoncées dans le cadre de son programme culturel et artistique élaboré pour commémorer le 60^e anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale.

MUSIQUE

Amar Ezzahi, légende du chaâbi qui a marqué artistes et fans

Le maître de la chanson chaâbi, Amar Ezzahi, disparu en 2016 à l'âge de 75 ans, aura légué une œuvre musicale exceptionnelle par sa richesse et sa diversité durant ses 50 ans de carrière. Réputé pour sa discrétion, et ses grandes valeurs humaines, Amar Ezzahi, Amar Aït Zaï de son vrai nom, a débuté sa carrière à la fin des années 60. Disparu le 30 novembre 2016, "Cheikh Leblad" comme l'ont surnommé ses innombrables fans, aura légué une œuvre musicale empreinte d'un "style" particulier, et composée essentiellement d'enregistrements de fêtes familiales qu'il avait choisi d'animer exclusivement depuis sa dernière apparition sur scène, en 1987. De la chansonnette avec les textes du compositeur Mahboub Bati, jusqu'aux pièces du Melhoun (poésie populaire) dont il exhume les trésors, Ezzahi aura



imposé un style fait d'improvisations, de virtuosité musicale et d'interprétation qui lui vaudra le surnom de "Soltane Lehwa" (Roi des airs musicaux). Cette aisance avec les changements de rythme et de mode, mais aussi dans l'interprétation, lui a été inspiré par ceux qu'il considérait lui-même comme des mentors, avec qui il a beaucoup collaboré et appris, Boudjemâa El Ankis, Mahboub Bati et Mohamed El-Badji. "Soltane Lehwa" aura surtout

contribué à ouvrir le chaâbi sur d'autres genres, musique classique, bande originale de film et même variété française font leur apparition dans ses morceaux avec une sonorité locale. Dans un des rares entretiens accordés au regretté Hamid Kechad de la Radio algérienne à la fin des années 1980, Amar Ezzahi avait fait part de son goût prononcé pour la musique andalouse et la musique classique universelle, des genres qu'il a réussi à intégrer harmonieusement à sa propre vision du chaâbi appuyé par des textes, parfois rares, de grands poètes. De grands noms de la musique chaâbi, à l'image de Mehdi Tamache, Abdelrahmane El Kobi, Abdelkader Chaou, ou encore Kamel Fardjallah considèrent Amar Ezzahi comme un artiste qui a sublimé les bases de ce genre tout en restant modeste et populaire.

Les courses en direct



**HIPPODROME EMIR ABDELKADER - ZEMMOURI-
JEUDI 1^{ER} DÉCEMBRE 2022 - PRIX : RAMZ- PS.AR.NEE
DISTANCE : 1 600 M - DOTATION : 350.000 DA - DÉPART : 15H30
TIERCÉ -QUARTÉ -QUINTÉ**

Madjani, vers un deuxième succès consécutif

En ce premier jour du mois de décembre, l'hippodrome de Zemmouri avec ce prix Ramz réservé pour chevaux de trois ans et plus arabe pur né-élevé n'ayant pas totalisé la somme de 281.000 DA totalisés en gains et places depuis avril passé, nous propose une épreuve à caractère fort bien conçue dans ses conditions d'appels avec des éléments tels que : Madjani, Kerma D'hem, Thaweb sur sa forme en compagnie de Chaiaa qui sont de bons finisseurs. Ensuite, on peut dire que c'est assez ouvert pour la cinquième place, on peut même rajouter à nos pronostics la jument Chainez.

LES PARTANTS AU CRIBLE

1. **AKSA.** Pas évident. À revoir.
2. **MADJANI.** Il est capable de remporter une deuxième victoire consécutive, il vient de gagner avec art et manière.
3. **AZAM EL MESK.** C'est un cheval qui n'est pas de tous les jours, mais comme il se plaît à courir sur la piste de Zemmouri, on peut lui donner une chance pour les accessits.
4. **NEDJM EL FETH.** Sa dernière tentative n'a pas été à la hauteur mais son entourage peut être redoutable dans ce genre de compétition. Méfiance.
5. **KIRTA.** Ce cheval vient de décevoir en dernier lieu alors qu'il était très appuyé au jeu, serait-il capable de déboursier ses preneurs. peu probable.
6. **DJAOUAHAR.** Comme le choix du jockey CH. Attallah s'est porté sur lui, on ne peut le négliger définitivement.
7. **FOUNOUN.** Depuis sa course gagnée

PROPRIÉTAIRE	N°	CHEVAUX	JOCKEYS	POIDS	COR	ENTRAÎNEURS
F. HAMIANE	1	AKSA	MS.GUEHIOUCHE	57	3	PROPRIÉTAIRE
B. AMRAOUI	2	MADJANI	A.AIDA	57	1	S. FILIRI
HARAS EL MESK	3	AZAM EL MESK	AH. CHAABI	56	12	A. MIMI
L. BOUDJEMAA	4	NEDJM EL FETH	AB. ATTALLAH	56	10	A. DEHIBA
A. BENAYAD	5	KIRTA	S. BENYETTOU	55	5	PROPRIÉTAIRE
M. BECHAIRIA	6	DJAOUAHAR (0)	CH. ATTALLAH	55	8	PROPRIÉTAIRE
L. BOUDJEMAA	7	FOUNOUN	B. BENSaid	55	6	A. DEHIBA
MZ. METIDJI	8	EL KERMA D'HEM	K. BAGHDAD	55	14	K. BAGHDAD
T. CHABANE	9	NAJEM DE CHOUKH (0)	EH. CHAABI	55	7	MS. CHAABANE
B. AMRAOUI	10	ASafa DE TUNE	AM. BENDJEKIDEL	55	13	PROPRIÉTAIRE
R. BOUSSAA	11	KINZI EL KHALED	JJ:CH. CHAABANE	54,5	4	A. BOUSSAA
Y. HAMDANI	12	CHAI AA	A. YAHIAOUI	54	9	A. CHELLAL
AD. LAGRAA	13	O-CHANEZ	O. CHEBBAH	54	2	PROPRIÉTAIRE
M. BOUKHALAT	14	AQSA FALASTINI (0)	T. ALI OUAR	54	11	MS. CHAABANE
AM. BETTAHAR	15	THAWEB	D. BOUBAKRI	52	15	PROPRIÉTAIRE

au Caroubier le 25 août sur 1 200m, ce cheval a été très médiocre sur ses dernières tentatives. On ne peut lui faire confiance.

8. **KERMA D'HEM.** Cette jument aura une revanche à prendre. On peut continuer à lui faire confiance.

9. **NEDJM DE CHOUKH.** Tâche assez difficile. Outsider lointain.

10. **ASafa DE TUNE.** Au mieux, elle sera cochée pour la cinquième place.

11. **KINZI EL KHALED.** Ce cheval va être notre outsider préféré.

12. **CHAI AA.** Le coup sur place..

13. **O. CHANEZ.** Elle peut faire parti

comme beaucoup d'autres prétendants à la cinquième place.

14. **AQSA FALASTINI.** Pas évident.

15. **THAWEB.** Ce vieux coursier est bien

embusqué au bas du tableau avec 52 kgs. Avec un minimum de forme, il peut inquiéter les meilleurs du lot.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE

MON PRONOSTIC

2. MADJANI - 15. THAWEB-
12. CHAI AA - 8. KERMA D'HEM - 6. DJAOUAHAR

LES CHANCES

11. KINZI EL KHALED - 3. AZAM EL MESK

3,6 milliards de personnes n'ont pas accès à l'eau au moins un mois par an

Quelque 3,6 milliards de personnes n'ont pas accès à l'eau au moins un mois par an et ce chiffre devrait passer à plus de cinq milliards d'ici à 2050, selon un rapport de l'Organisation météorologique mondiale (OMM). "Les impacts du changement climatique se font souvent sentir à travers l'eau - sécheresses plus intenses et fréquentes, inondations plus extrêmes, précipitations saisonnières plus irrégulières et fonte accélérée des glaciers - avec des effets en cascade sur les économies, les écosystèmes et tous les aspects de notre vie quotidienne", a déclaré mardi, le secrétaire général de l'OMM, Petteri Taalas. "Et pourtant, la compréhension des changements dans la distribution, la quantité et la qualité des ressources en eau douce est insuffisante", a-t-il indiqué. En 2021, la majeure partie du globe était plus sèche que la normale, avec "des effets en cascade sur les économies, les écosystèmes et notre vie quotidienne", selon le premier rapport de l'agence onusienne sur les ressources en eau dans le monde. Les zones inhabituellement sèches comprenaient la région du Rio de la Plata en Amérique du Sud, où une sécheresse persistante affecte la région depuis 2019. En Afrique, les grands fleuves tels que le Niger, la Volta, le Nil et le Congo avaient un débit d'eau inférieur à la moyenne en 2021. La même tendance a été observée dans les fleuves de certaines parties de la Russie, de la Sibérie occidentale et de l'Asie centrale. Le rapport sur l'état des ressources mondiales en eau "vise à combler ce manque de connaissances et à fournir un aperçu concis de la disponibilité de l'eau dans différentes parties du monde", a souligné le chef de l'OMM. "Cela éclairera les investissements d'adaptation et d'atténuation du changement climatique ainsi que la campagne des Nations Unies visant à fournir un accès universel au cours des cinq prochaines années aux alertes précoces de risques tels que les inondations et les sécheresses". Entre 2001 et 2018, 74% de toutes les catastrophes naturelles étaient liées à l'eau, selon ONU-Eau.

Séisme de 3,1 degrés près de Guelma

Un séisme de 3,1 degrés sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistré hier matin dans la wilaya de Guelma, a indiqué le Centre de Recherche en Astronomie, Astrophysique et Géophysique (CRAAG). Le tremblement de terre a été enregistré à 06h25 à 5 km au sud-est de Bouhamdane, dans la wilaya de Guelma, ajoute le CRAAG.

Démantèlement de réseaux criminels spécialisés dans l'organisation de hargha à Alger

Les services de la sûreté de wilaya d'Alger ont démantelé des réseaux criminels spécialisés dans l'organisation de traversées d'émigration clandestine et de traite des êtres humains à partir de la côte est d'Alger, donnant lieu à l'arrestation de 57 individus y compris des ressortissants étrangers, a indiqué hier un communiqué de ce corps de sécurité. Les services de la 2^{ème} circonscription de la police judiciaire de Bab Ezzouar "ont élucidé plusieurs affaires relatives à l'émigration clandestine et à la traite humaine dans le cadre de réseaux criminels organisés



opérant au niveau de la côte est d'Alger, donnant lieu à l'arrestation de 57 individus de

différentes nationalités, âgés de 20 à 35 ans", a précisé le communiqué. Cette opération

qui s'est déroulée sous la supervision du parquet territorialement compétent a permis la "saisie de 3 bateaux de plaisance de motorisation d'une puissance de 40 chevaux, 240 millions de centimes, deux camions et un véhicule utilitaire", a ajouté la même source. Après parachèvement des procédures légales, les mis en cause ont été déférés devant le parquet territorialement compétent pour "constitution d'association de malfaiteurs, trafic de migrants en contrepartie de sommes d'argent, et mise en danger de la vie d'autrui", a conclu le communiqué.

L'ancien journaliste à la Radio algérienne Barhoum Boudjemâa n'est plus

L'ancien journaliste à la Radio algérienne, Barhoum Boudjemâa, est décédé à l'âge de 75 ans des suites d'une longue maladie, a-t-on appris hier auprès de la Radio. Le défunt, un des journalistes pionniers de la Radio nationale, s'est distingué vers la fin des années 1960 grâce à sa voix unique dans la présentation du journal. Le regrette a également contribué à la formation de plusieurs générations de journalistes de la Radio. Le ministre de la Communication, M. Mohamed Bouslimani a présenté, en cette douloureuse circonstance, "ses sincères condoléances et sa compassion à la famille du défunt et à l'ensemble de la corporation, priant Allah Tout-Puissant de le gratifier de Sa sainte miséricorde et de prêter à sa famille patience et réconfort".

Une vingtaine de tornades frappent le Sud des Etats-Unis

Une vingtaine de tornades ont frappé durant la nuit de mardi à mercredi le Sud des Etats-Unis, provoquant des dégâts matériels et forçant certains habitants à se réfugier par précaution dans des abris, ont indiqué les services météorologiques. Aucune victime n'a été recensée, selon les premières informations.

Au moins une vingtaine de tornades avaient touché certaines régions des Etats du Mississippi, de la Louisiane et de l'Alabama, infligeant des dommages à certaines maisons et routes et causant des chutes d'arbres et des coupures d'électricité, a relaté hier le Centre de prévision des tempêtes (Storm Prediction Center, SPC), du National Weather Service. "Nous recevons des informations sur des dégâts dans la région de Eutaw (comté de Greene dans l'Alabama), y



compris sur des structures. Nous ne disposons pas de détails sur ces dégâts à l'heure actuelle. Ils sont liés à une tempête qui a provoqué une tornade", a indiqué sur les réseaux sociaux le bureau du SPC à Birmingham (Alabama). Il y a "des informations sur des dégâts supplémentaires incluant de nom-

breuses chutes d'arbres et certaines résidences au nord d'Akron dans le comté de Hale (Alabama). C'est la même tempête qui a touché Eutaw", ajoute le SPC. Durant la journée de mardi, des alertes avaient été émises, ce qui a permis à la population de se tenir prête. Mardi soir, environ 40

millions de personnes se trouvaient sous vigilance tornade dans le Sud et le centre des Etats-Unis, selon les services météorologiques. Des médias locaux ont rapporté que des dizaines d'habitants dans certaines localités du Sud du pays ont gagné des refuges de manière préventive.

Il n'y a pas eu d'informations sur des évacuations. La situation, qualifiée initialement de "particulièrement dangereuse" par le SPC, devrait se normaliser mercredi selon les services météorologiques. Une série de tornades avaient déjà affecté le Sud du pays début novembre, principalement l'Oklahoma, le Texas et l'Arkansas, faisant un mort.

117 blessés sur les routes en 24 heures

Cent dix-sept (117) personnes ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus à travers plusieurs régions du pays ces dernières 24 heures, selon un bilan publié hier par la Protection civile. Les éléments de la Protection civile ont prodigué également des soins de premières urgences à 8 personnes incommodes par le monoxyde de carbone (CO) émanant d'appareils de chauffage à travers les wilayas de Sétif, Tissemsilt et El Oued, ajoute la même source. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction d'incendies urbains enregistrés dans les wilayas d'Oum El Bouaghi et Biskra ayant causé le décès d'une personne suite au feu qui s'est déclaré dans une habitation en construction dans la commune de Lichana, daïra de Tolga (Biskra), ajoute la même source.

MISE AUX POINGS

«L'approche de développement ne marginalise et n'exclut aucun citoyen ou citoyenne, quelle que soit sa situation socioéconomique, partout où il se trouve dans le pays»

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad



Le Courrier
d'Algérie

Quotidien national d'information
Édité par l'Eurl Millénum Presse

Siège social :

Maison de la presse Kouba - Alger

R.C. : N° 01 B 00 151 30

Compte bancaire :

BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :

Ahmed TOUMIAT

Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35

023 70 94 22

023 70 94 30

023 70 94 31

Fax. : 023 70 94 26

Composition :

PAO Le Courrier d'Algérie

Publicité-ANEP :

1, Avenue Pasteur-Alger

Tél. : 021 73 76 78

Fax : 021 73 95 59

Impression :

- Centre : SIA

- Est : SIE

- Ouest : SIO

Diffusion : M.P. Diffusion

Nos bureaux régionaux

Tizi Ouzou :

3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine

Tél. / Fax. : 026 20 20 66

Oran :

6, avenue Khedim Mustapha

Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira :

Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerouf -

Bouira.

Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles : lecourrierdalgérie@yahoo.fr redaction_courrier@yahoo.fr

MÉTÉO D'ALGER

Jeudi 1^{er} décembre 2022

18 °C / 10 °C



Dans la journée : Nuageux
Vent : 19 km/h
Humidité : 65%



Dans la nuit : Nuageux
Vent : 16 km/h
Humidité : 65%

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

HORAIRES DES PRIÈRES

Jeudi 7 jourmada el oula 1444

Dohr : 12h37
Assar : 15h14
Maghreb : 17h35
Îcha : 18h59

Vendredi 8 jourmada el oula 1444
Sobh : 06h11
Chourouk : 07h43

INTEMPÉRIES

Routes inondées et trafic automobile obstrué

Les fortes pluies qui se sont abattues hier sur les villes du nord du pays, n'ont pas été sans désagréments. Bien qu'il n'y ait pas eu de grands dégâts matériels ou de pertes en vies humaines recensés, les rafales de pluies ont été toute-fois à l'origine d'inondations dans plusieurs axes routiers notamment au niveau de la capitale Alger ce qui a rendu la circulation automobile difficile.



Ph : DR

Tant attendues en raison du stress hydrique auquel fait face l'Algérie depuis plusieurs mois, les premières pluies ont tout de même provoqué d'importantes perturbations au niveau du trafic automobile dans différents tronçons reliant les communes de la capitale et ce à partir des premières heures de la matinée de la journée de mercredi. C'est le cas de la rocade sud allant de Cheraga vers Ben Aknoun. Ce tronçon routier a connu à partir de 8h00 un blocage total de la circulation suite au débordement des eaux pluviales. Idem dans d'autres quartiers d'Alger, comme à

El-Mouradia, ou à la Pointe où les véhicules ont eu du mal à se déplacer, comme le montrent des vidéos largement relayées sur les réseaux sociaux. Il est à noter que malgré les quelques opérations de nettoyages des avaloirs opérées dans certaines communes d'Alger, d'autres APC n'ont pas été dans l'anticipation ce qui implique qu'à chaque forte chute de pluies les eaux débordent de sorte à atteindre même des habitations. La détérioration des routes et le non avancement des travaux de leur réhabilitation avant l'arrivée de la saison hivernale a également contribué à ce constat qu'on risque d'enregistrer tout au long de cette période sachant que d'autres

perturbations météorologiques sont attendues au courant des semaines à venir. Il faut souligner, d'autre part, que si le cas est tel à Alger et ses communes, la situation est pire dans les régions éloignées et enclavées du pays où les conditions de vie sont plus difficiles surtout en hiver.

CHUTES DE NEIGE ET GLISSEMENTS DE TERRAIN

Par ailleurs, les services de la Gendarmerie nationale ont fait savoir que plusieurs routes ont été coupées à la circulation dans différentes wilayas, en raison des intempéries. La même source a précisé que la route nationale 33 reliant la wilaya de Tizi-Ouzou et de Bouira au niveau de (Tikjda) est fermée suite aux fortes chutes de neige. La route nationale N15 reliant également la wilaya de Tizi Ouzou à celle de Bouira au niveau du col de Tirourda (commune d'Iferhouene) a été fermée à la circulation en raison également de chutes de neige. D'autre part, la Gendarmerie nationale a indiqué qu'en raison d'un glissement de terrain, il a été procédé à la fermeture de la route reliant la commune de Draâ Ben khedda à Boghni au niveau du lieu-dit Thirmithine.

Ania Nch.

DIPLOMATIE

Lamamra reçoit le nouvel ambassadeur du Venezuela et le nouveau représentant du HCR en Algérie

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, a reçu, le nouvel ambassadeur de la République du Venezuela, Juan Bautista Arias Palacio, qui lui a remis, mardi, les copies des lettres de créance l'accréditant en qualité d'ambassadeur auprès de l'Algérie. La rencontre avec le nouvel ambassadeur du Venezuela était une opportunité pour évoquer "les relations historiques entre les deux pays et les moyens de les renforcer en concrétisation de la forte volonté des dirigeants des deux pays de construire un partenariat stratégique global", précise le communiqué. Le chef de la diplomatie nationale a reçu également le nouveau représentant du HCR, Alistair Bolton, qui lui a remis ses lettres d'accréditation auprès de l'Algérie, ajoute la même source. A cette occasion, les deux parties ont évoqué la coopération entre l'Algérie et le HCR et les moyens de la promouvoir notamment pour répondre aux besoins des réfugiés sahraouis en Algérie. A l'issue de la rencontre, Lamamra a exprimé ses vœux de succès et de réussite à ses deux invités, affirmant que toutes les facilités nécessaires leur seront assurées.

R. N.

PUB

www.le-treg.com #algeriatrail

FROM NOV. 26TH UNTIL DEC. 3TH, 2022

RUN INTO DESERT

IN TIMIMOUN

Under the full moon - Self sufficiency and self navigation by GPS
Races accessible to enduring hikers - Live monitoring by satellite tracking
Special program for supporters - Accommodation in comfort lodge.

ULTRA ALGERIA TRAIL
180 KM / 72 H

ALGERIA TRAIL
90 KM / 36 H

ALGERIA MARATHON
45 KM / 18 H

ALGERIA RELAY
180 KM IN TEAMS OF 6
90 KM IN TEAMS OF 4

Timimoun, the red oasis is a group of palm groves in the heart of Algeria on the edge of the Great Western Erg. Caravanserais located on the road to Timbuktu, between red earth ksars, palm trees and blond dunes, Timimoun is an island of greenery nestled in the middle of the Sahara. Ideal place for trailrunning.